

## BILAN

# CHERCHE *sortie* *de crise* DÉSESPÉRÉMENT

En attendant une reprise complète de la production et du live, la filière musicale se mobilise, évalue les dégâts de la crise, réclame un meilleur soutien de l'État, mais entrevoit le bout du tunnel grâce à la prise de conscience de sa fragilité et une solidarité nouvelle.

# P

Pour la musique, il y aura bien un avant et un après printemps 2020. Mais bien malin qui pourrait prédire l'avenir. Et surtout, les conséquences à moyen et long termes de l'épidémie de Covid-19 pour l'industrie musicale, en premier lieu pour ceux qui en forment l'indispensable tissu créatif: auteurs, compositeurs et éditeurs. En provoquant un arrêt de la production d'œuvres et de toute forme de représentation scénique, cette crise sans précédent a jeté le trouble sur un secteur économique affaibli. « *Il y aura de la casse* », prévoient nombre de professionnels du milieu sans encore en chiffrer l'ampleur. Longtemps dans l'incertitude sur le calendrier de



**+** Retrouvez ce dossier  
sur [SACEM.FR](http://SACEM.FR)





reprise, le secteur se mobilise et de nombreuses initiatives laissent espérer qu'un soutien financier, la solidarité et de nouvelles pratiques permettront aux plus fragilisés de se relever.

**Un secteur en péril**

« Les revenus de l'industrie musicale mondiale seront à la baisse pour l'année 2020 », prévient froidement le cabinet d'analyse britannique Midia : entre -34% dans le pire des cas à -28% dans le plus favorable. Sa projection englobe les ventes de musique enregistrée, l'édition, les revenus liés aux concerts, au merchandising et aux partenariats ou la publicité. En France, sur la base d'une étude réalisée par EY pour TPLM, l'association qui porte la voix de la filière musicale, les pertes sur le chiffre d'affaires de la filière sont estimées à 4,5 milliards d'euros, soit 43 % du prévisionnel de l'année 2020. Pour la musique enregistrée, c'est une baisse de 235 millions d'euros qui est attendue, soit une perte de 21 % sur un chiffre d'affaires encore constitué de ventes physiques pour 65 %. « Les revenus

du streaming (-7% par rapport au prévisionnel avant Covid) n'amortiront pas l'effondrement des ventes de disques et des droits voisins (-40% par rapport au prévisionnel) dû à la fermeture des magasins et autres lieux ouverts au public. La chute des droits normalement collectés sur la période affectera au-delà des six prochains mois les revenus des producteurs et les aides apportées à plus de trois cents projets potentiels », prédit l'étude EY.

Par-delà l'impact négatif notamment sur l'emploi, l'étude redoute aussi que la crise mette en péril « la capacité de la filière à poursuivre ses missions sociétales, en faisant vivre les territoires, en créant du lien social et en contribuant à l'accès à la culture et à l'éducation artistique ».

Sur les seuls droits d'auteur musicaux, commente Marc Lhermitte

associé chez EY, « compte tenu du temps nécessaire à la collecte et à la répartition [...], les ayants droit verront leurs revenus se réduire avec un décalage de six à dix-huit mois et ils porteront le fardeau de la crise au premier semestre 2021. Ainsi, dans le cas des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, le manque à gagner est estimé par la Sacem à 250 millions d'euros et il aura des répercussions sur le long terme, frappant une population déjà vulnérable et peu protégée par les dispositifs de soutien actuels ».

Autour des artistes, auteurs, compositeurs, interprètes, musiciens de tous les répertoires, DJ mais aussi humoristes, éditeurs, labels, tourneurs, managers, attachés de presse..., c'est tout un secteur, qui se trouve lourdement impacté, avec au premier rang l'ensemble des métiers en prise avec le live :

**Pour 2020, les revenus de l'industrie musicale connaîtront une baisse située entre 28 et 34 %, selon Midia.**

**Une mobilisation mondiale**

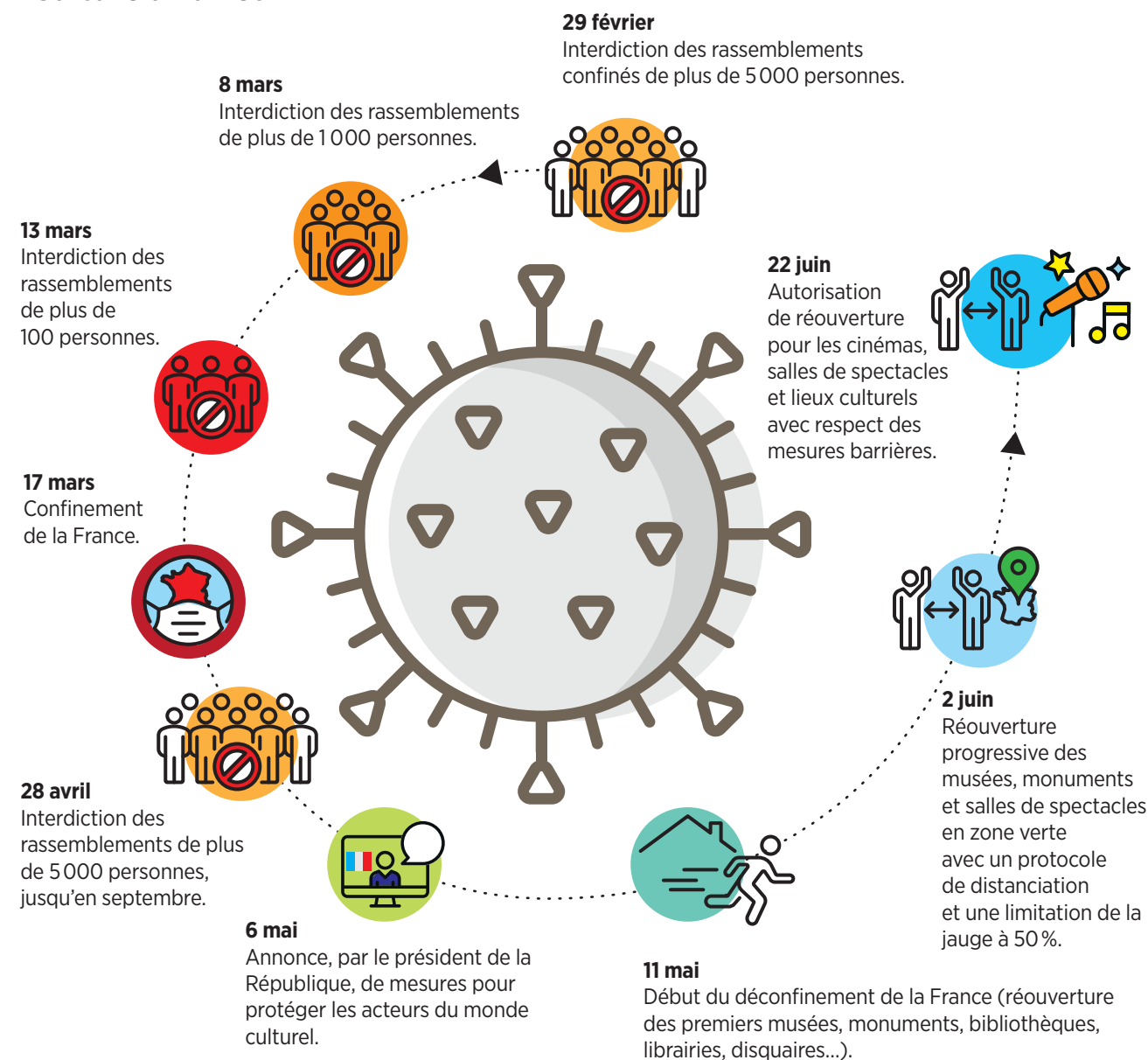
En matière d'aide à la culture et à la musique, l'Europe a réagi en rangs très dispersés. Dans la plupart des pays, aides exceptionnelles, fonds de garantie ou allocations ont été débloqués en urgence. L'Allemagne a pris les mesures les plus importantes et les plus rapides avec un programme d'aide à la culture d'un milliard d'euros, dont 250 millions pour les institutions et entreprises privées et 450 millions pour des projets liés à la musique live, au théâtre et au cinéma.

En Espagne, le Gouvernement a adopté en mai un décret débloquant près de 80 millions d'euros pour tenter de limiter l'impact de la crise dont des subventions pour le spectacle vivant, des mesures spécifiques pour soutenir les artistes, un fonds de garantie pour l'octroi de prêts et aussi l'ouverture de lignes de crédit, à hauteur de 780 millions, dédiées aux entreprises culturelles. Malgré l'espoir d'une reprise, les grands clubs de l'île d'Ibiza resteront fermés cet été.

L'Italie a accordé une aide extraordinaire de 13 millions d'euros pour les artistes, les auteurs et les interprètes dont les revenus ne dépassent pas 20 000 euros bruts par an, et de 20 millions d'euros pour les lieux culturels. En Grande-Bretagne, il aura fallu attendre le mois de juillet pour que le Gouvernement annonce un plan de sauvetage de 1,74 milliard d'euros. Une très grande majorité de ces aides ira aux institutions culturelles et aux organismes relevant de la musique live, du patrimoine ou du cinéma indépendant. Quelques jours plus tôt, mille cinq cents artistes, parmi lesquels les Rolling Stones, Ed Sheeran, Coldplay, Depeche Mode..., avaient exhorté le gouvernement à agir pour sauver l'industrie des concerts.

Aux États-Unis, où des initiatives privées ont récolté des fonds d'urgence, sept cents artistes, parmi lesquels Alice Cooper, Ozzy Osbourne, Robert Plant, ont demandé en juin une aide financière au Congrès tandis que 90 % des salles indépendantes seraient menacées d'une fermeture définitive.

**Culture à l'arrêt**



salles, festivals, techniciens, sous-traitants indispensables à son fonctionnement. De tous les postes étudiés par l'étude EY, c'est bien la part du live, qui est la plus touchée, avec une baisse anticipée de ses recettes de 2,3 milliards d'euros, soit une amputation de... 83,5 %. Sur la seule période du 1<sup>er</sup> mars au 31 mai, le ProdiSS (Syndicat national du spectacle musical et de variété) a déjà estimé à 477 millions d'euros la perte sur les recettes de billetterie, contrats

de cession de spectacles, locations de salles, recettes annexes de bar, restauration, sponsoring... D'après certaines études en cours, ce sont plus de deux mille cinq cents festivals, qui seront annulés cette année dans toutes les esthétiques musicales. Bien que la fin du confinement ait été sifflée le 11 mai, l'incertitude sur les suites de l'épidémie a d'abord conduit à l'annulation des principaux festivals et concerts jusqu'à la mi-juillet, avant que

les annulations ne touchent en cascade la quasi-totalité des événements programmés pendant l'été. Rock en Seine sera le premier grand festival à se tenir fin août avec toutefois une jauge limitée à cinq mille spectateurs. Nous sommes donc encore loin du retour à la normale, espéré pour 2021. « Le souci n'est pas tant les trois mois de confinement que toute la période qui suit jusqu'en décembre, résume Benjamin Caschera, l'un des





deux fondateurs de La Souterraine, plateforme de défrichage de jeunes artistes. *L'incertitude actuelle provoque un ralentissement de tous les projets.* »

### Les clubs inquiets

Après la sidération qui a saisi le pays le 12 mars et la mise à l'arrêt de l'activité culturelle, nombre d'artistes ont commencé à se produire en ligne depuis leur lieu de retraite, jouant de leur notoriété pour appuyer la consigne publique de rester à son domicile. Ce sont ensuite des milliers d'artistes, qui ont envahi les plateformes numériques, partageant avec leur public des moments d'intimité musicale plus ou moins improvisés. Des festivals d'un nouveau genre ont vu le jour avec des prestations d'artistes en ligne pour tenter de faire oublier l'absence de « vrai » public. Des festivals de cinéma comme celui d'Aubagne, fin mars, ont proposé des éditions totalement dématérialisées. En juin, des formules intermédiaires sont apparues, en particulier dans le jazz, concerts filmés et diffusés sur le net mais depuis une salle de concerts dans les vraies conditions du live. Ainsi le Maisons-Laffitte Jazz Festival a

## Dès le mois de mars, la Sacem a lancé un plan d'urgence de 43 millions d'euros pour ses membres en difficulté comprenant un fonds de secours de 6 millions d'euros.

offert des prestations d'une trentaine de minutes parmi lesquelles Anne Pacey, enrichies d'images d'interviews des artistes et de l'équipe du festival.

Quant au festival parisien We Love Green, son alternative online du 3 au 7 juin a rassemblé quatre-vingt mille festivaliers et touché sept millions de personnes. Face à ce succès inattendu, We Love Green songe à se réinventer pour son dixième anniversaire, en 2021.

Si nombre de projets d'enregistrement se verront décalés, la reprise des concerts, des festivals et du clubbing pose donc encore beaucoup de questions. Jusqu'à l'été, il demeurerait compliqué de figer une programmation sur le dernier trimestre 2020 dans les conditions imposées jusque-là (public assis et distancé), qui ne conviennent ni à l'esprit des concerts en musiques actuelles, ni à la difficile équation

économique que chaque salle doit résoudre quand billetterie, consommations et vestiaire comptent pour une part importante de son budget. Par ailleurs, certaines directions préfèrent repousser leur date d'ouverture pour éviter la distanciation imposée au public. « *Nous espérons reprendre en septembre les concerts "normaux", explique Benjamin Mialot, programmeur de la salle les 4Ecluses, à Dunkerque. Mais cela impliquerait un assouplissement des préconisations sanitaires, qui pour l'instant courent jusqu'à... début septembre. De mon côté, j'ai donc arrêté de programmer. On n'a qu'une poignée de dates prévues. Si on peut, on en ajoutera en dernière minute.* »

C'est pour les clubs et discothèques, que la situation demeure la plus inquiétante; aucune date de réouverture n'a encore été fixée par les pouvoirs publics et le milieu déjà fragile, et qui se sent oublié, redoute une hécatombe dans ses rangs.

Après de premières mesures d'urgence, le président de la République dévoilait lui-même en mai son plan pour soutenir la culture avec un budget de 50 millions d'euros pour le Centre national de la musique, fraîchement créé en janvier dernier.

De son côté, la Sacem a multiplié les initiatives. Dès le mois de mars, elle a lancé un plan d'urgence de 43 millions d'euros pour ses membres en difficulté comprenant un fonds de secours de 6 millions d'euros,

des avances exceptionnelles de droits d'auteur de 10 % et un renforcement du programme d'aide aux éditeurs d'un million d'euros. Elle est aussi la première société d'auteurs à avoir décidé une rémunération spécifique pour le livestream, qui pourrait s'imposer comme un nouvel usage d'écoute de la musique et un nouvel outil de promotion pour les artistes (voir page 8).

### L'artiste au centre

Aussi désastreuse aura-t-elle été sur le plan économique, la crise a conforté des artistes indépendants dans l'idée de continuer à revaloriser la musique afin de contrer les effets de la chute du disque. Ainsi, l'auteur-compositeur-interprète Da Silva a poursuivi avec succès sa stratégie de concentration de ses contenus sur sa plateforme payante<sup>(1)</sup>

afin de ne plus les disperser gratuitement sur les réseaux sociaux. « *La situation m'a fait réfléchir à la place de l'artiste dans la société et donné l'idée de nombreux nouveaux projets* », explique Da Silva,

dont la démarche personnelle vise, entre autres, à réinventer le lien entretenu par l'artiste avec son public. Patricia Teglia, attachée de presse indépendante (Angèle, Suzane, Aldebert...), se félicite aussi que « *la crise ait au moins eu le mérite de remettre les artistes au centre de l'activité. Certains ont repris leur destin en main* ». Symptomatique des possibles évolutions que cette crise aura suscitées, la plateforme Bandcamp a pris une initiative inattendue. Chaque premier vendredi du mois, le site américain



ne prélève aucun frais de fonctionnement afin que l'intégralité des ventes revienne directement aux artistes.

Côté public, de nouvelles pratiques semblent émerger. D'après un sondage, un Français sur cinq serait désormais prêt à payer pour un accès à la version en ligne d'un concert. Ce qui tombe à pic puisque, satisfaits de leurs expériences, des artistes se disent tentés de poursuivre des concerts en ligne via la plateforme vidéo Twitch.

La gravité de la situation a également mis en évidence l'interdépendance entre les différents maillons de la chaîne musicale. Le redémarrage s'opérera plus globalement sur une prise de conscience inédite des problématiques sociétales et environnementales qui aura une incidence sur les déplacements, les festivals et les tournées, voire, pourquoi pas, entraînera la réinvention du secteur. Le désir de certains citoyens de quitter la ville pour plus d'espace pourrait toucher des pros de la musique, qui contribueraient ainsi à une

décentralisation souhaitable de la filière.

Resserrer les liens profitera à tous. Ce sera d'autant plus important quand il s'agira de planifier les prochains agendas de concerts où se bousculeront les reports de dates annulées et les nouveaux événements. Parmi les deux cent cinquante-sept mille personnes du secteur, deuxième employeur du monde de la culture, d'autres métiers ont aussi décidé de donner de la voix. À la recherche de visibilité, cent quarante attachés de presse indépendants ont formé un syndicat afin de se faire entendre tout en attirant l'attention sur leurs difficultés économiques. Dans cette optique, l'étude EY pointe d'importants objectifs vitaux parmi lesquels la protection des lieux de création, de production et de diffusion, la préservation de la diversité des esthétiques musicales, la relance de l'investissement artistique au profit de l'émergence et, enfin, la garantie de l'accès du plus grand nombre aux différents métiers. La solidarité dans le secteur pourrait se trouver renforcée et la musique remise au premier plan.

PASCAL BERTIN

(1) <https://dasilva-officiel.com>

Sept millions de personnes ont suivi la version online du festival We Love Green.

## Une lueur d'espoir

Au milieu de cette morosité, artistes et professionnels se raccrochent à un motif d'espoir, le retour des spectateurs dans les salles de concerts. Si l'incertitude demeure sur l'attitude du public lorsque la crise sanitaire sera passée, un sondage mené en mai par Yurplan, une start-up lyonnaise dans l'événementiel, n'est pas passé inaperçu. 92 % des personnes interrogées se disaient prêtes à participer à des spectacles dès la levée des restrictions. Du côté de la plateforme de billetterie Weezevent, une étude de l'Ifop, publiée mi-juin, révélait aussi que 93 % des sondés se déclaraient « en manque » d'événements tandis que 85 % comptaient maintenir ou augmenter leur budget sorties, notamment par solidarité avec les événements qu'ils aiment. Encore faut-il que cette envie puisse renouer avec la valeur de partage et de proximité propre au spectacle. « *Sans une adhésion du public à des mesures claires, cohérentes, réalistes et communiquées de façon transparente, nous n'y arriverons pas* », prévient Pascal Viot, responsable Sécurité du festival suisse Paléo.